



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

Chemin du Pommier 5  
Case postale 330  
1218 Le Grand-Saconnex  
Genève – Suisse  
[www.ipu.org](http://www.ipu.org)

## Allocution de l'IUP

Margaret Mensah-Williams  
Présidente du Conseil national de la  
Namibie, Présidente du Bureau des  
femmes parlementaires de l'IUP

61<sup>ème</sup> session de la Commission de la  
condition de la femme  
des Nations Unies  
New York, le 20 mars 2017

Monsieur le Président,  
Chers membres de délégations,

C'est avec grand plaisir que je prends la parole au nom de l'Union interparlementaire.

Le 17 mars, l'IUP et ONU Femmes ont tenu leur Réunion parlementaire annuelle à l'occasion de la 61<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme, dont le thème était : *Renforcer le rôle des parlements dans l'autonomisation des femmes - Une économie qui bénéficie aux femmes.*

Cette réunion est la quintessence de la collaboration entre l'IUP et ONU Femmes. Nos organisations respectives partagent l'avis selon lequel le rôle des parlements est essentiel pour parvenir à l'égalité des sexes. C'est pourquoi nous estimons qu'il est important que les parlementaires contribuent aux travaux de la Commission. La participation parlementaire est également cruciale si nous voulons garantir un suivi national des décisions prises ici.

La Réunion parlementaire annuelle a été dynamique et constructive et a vu la participation de 140 parlementaires venus de 47 pays. Les discussions ont été consacrées aux stratégies parlementaires visant à faire avancer l'autonomisation économique des femmes.

Voici les trois conclusions principales qui en ont découlé.

**Premièrement, nous devons préparer le terrain.** Pour autonomiser les femmes sur le plan économique, il faut trouver des solutions à des problèmes transversaux tels que les stéréotypes liés au genre, les lois discriminatoires, la violence sexiste et l'accès inégal à l'éducation et aux postes de décision.

Nous devons utiliser les données existantes et promouvoir la lutte contre la discrimination. La situation des 173 pays dans lesquels des lois discriminatoires sont en vigueur ne peut plus être tolérée.

Nous ne pouvons pas non plus tolérer le fait que les femmes ne représentent que 23,3 pour cent des parlementaires. Davantage de femmes doivent occuper des postes de décision pour poser les bases de l'autonomisation économique des femmes. Depuis des années, l'UIP plaide en faveur d'une participation plus importante à la vie politique, mais les progrès sont lents. Nous continuerons de collaborer avec vous tous ainsi qu'avec des partenaires tels qu'ONU Femmes.

**Deuxièmement, les parlements doivent examiner leurs politiques de l'emploi et leurs politiques sociales pour promouvoir l'égalité au travail.**

Les femmes ont besoin de services de garde d'enfants disponibles et abordables. Les tâches non rémunérées doivent être réparties entre les hommes et les femmes pour que l'égalité en termes de travail rémunéré puisse être garantie. Il s'agit d'un facteur essentiel pour réaliser l'Objectif de développement durable 5 et, plus particulièrement, la cible 5.4. Des lois sur l'égalité salariale sont nécessaires.

La couverture de la protection sociale doit s'étendre à tous les secteurs, y compris ceux comptant principalement des femmes, tels que l'économie des soins et le secteur informel, et également aux femmes auto-entrepreneurs. Nous devons garantir que le lieu de travail est un endroit sûr pour les femmes et combattre le harcèlement sexuel. Il est nécessaire d'adopter des mesures spécifiques pour que les femmes puissent diriger des entreprises.

**Troisièmement, nous devons promouvoir l'aptitude des femmes à tenir les cordons de la bourse et à prendre des décisions d'ordre économique**

pour qu'elles puissent posséder des terres, obtenir des crédits, investir en toute liberté, faire des économies et créer leur propre entreprise. Il est primordial de prendre des mesures spécifiques et ciblées en faveur de l'inclusion financière des femmes. Les services financiers doivent être accessibles et abordables. Les femmes ont besoin d'aide pour accéder à de telles opportunités. Les budgets et les politiques fiscales doivent être examinés scrupuleusement à travers le prisme de l'égalité des sexes pour que les femmes et l'ensemble de l'économie nationale puissent en tirer parti.

Pour conclure, notre réunion parlementaire a recensé des problèmes transversaux qui doivent être résolus :

1. Les femmes ne sont pas un groupe homogène. Nous avons toutes nos particularités et avons besoin de mesures spécifiques visant à garantir l'égalité des chances sur le plan économique. Les femmes handicapées ont particulièrement besoin d'une attention de la part de nous tous - législateurs, représentants du gouvernement et défenseurs de l'égalité des sexes. Nous devons commencer par veiller à ce qu'elles soient représentées dans nos parlements.
2. Il faut faire en sorte que toutes les lois favorisant l'autonomisation économique des femmes soient rigoureusement contrôlées par les parlementaires pour garantir que toutes celles qui sont adoptées sont appliquées, dotées de ressources nécessaires et examinées en termes de résultats.

3. La collecte de données ventilées par sexe est essentielle pour guider nos décisions et promouvoir des réformes sensibles au genre. Il s'agit également d'un catalyseur de responsabilisation.
4. Les partenariats sont obligatoires : nous avons besoins de partenariats entre femmes, de partenariats avec des hommes et de partenariats avec des institutions financières et des organisations de la société civile.

Un programme chargé nous attend tous – hommes et femmes parlementaires. Nous nous réjouissons de collaborer avec vous pour que chacun puisse jouir de l'égalité des sexes dans tous les secteurs de l'économie.

Je vous remercie.